



PROJET D'ACCORD-CADRE N° B26-01956

RECHERCHE, DEFORMULATION-REFORMULATION ET  
CARACTERISATION DE COLLES

**ENTRE :**

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire] du centre CEA Le Ripault,

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

**ET :**

La société [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], au capital de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], sous le numéro [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], ayant son siège social [adresse - à compléter par le CEA sur la base de l'offre], et dont l'entité [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] située [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] exécutera les prestations, représentée par [nom du signataire - à compléter par le CEA sur la base de l'offre], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire - à compléter par le CEA sur la base de l'offre],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES .....	3
ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE.....	3
ARTICLE 4 - DUREE – DELAIS.....	4
ARTICLE 5 - PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE.....	4
ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	6
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	7
ARTICLE 9 - CORRESPONDANTS .....	8
ARTICLE 10 - SUIVI DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE 11 - RECEPTION DE LA PRESTATION ET GARANTIE .....	10
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	10
ARTICLE 13 - AVANCE.....	11
ARTICLE 14 - REVISION DE PRIX .....	12
ARTICLE 15 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	14
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT .....	14
ARTICLE 17 - PENALITES.....	15
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE .....	16
ARTICLE 19 - PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	16
ARTICLE 20 - PROTECTION DU SECRET .....	17
ANNEXE 1 - PROCES VERBAL DE RECEPTION .....	21
ANNEXE 2 - ETAT DES LIEUX DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENT .....	23

## **ARTICLE 1 - OBJET**

### **1.1 Objet de l'Accord-cadre**

Le présent Accord-cadre (ci-après dénommé « Accord-cadre » ou « Accord ») a pour objet de confier au Titulaire, la recherche, déformulation, reformulation et caractérisation de colles, identification d'un traitement de surface pour le peek et réalisation et essais de la tenue mécanique d'assemblages colles pour les besoins du CEA Le Ripault, ci-après dénommée collectivement les « Prestations », et individuellement la « Prestation ».

### **1.2 Forme de l'Accord-cadre**

Les prestations font l'objet d'un Accord mono-attribué.

Le présent Accord est exécuté par le biais de l'émission de bons de commande.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante l'expression de besoin référencée « DO 53 » (ci-après dénommé le Cahier des Charges),
- Les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- À titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] en date du [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus et les avoir acceptés.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE**

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans.ges.ademe.fr/>). Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

**ARTICLE 4 - DUREE – DELAIS****4.1 Durée de l'Accord-cadre**

Le présent Accord-cadre est conclu pour une durée maximale de 48 mois à compter de sa notification, soit du xx/xx/202x au xx/xx/202x et se décompose comme suit :

N° de poste	Description du poste	Délais
Poste 1	Recherche de colles	T0+2mois
Poste 2	Choix traitement de surface	T0+2mois
Poste 3	Définition de l'essai de traction	T0+3mois
Poste 4	Caractérisation colle seule à 70°C et essai de DMA	Date de déclenchement +3mois
Poste 5	Caractérisation colle seule approfondie	Date de déclenchement +3mois
Poste 6	Caractérisation de la liaison collée avec PEEK à 70°C	Date de déclenchement +2mois sauf poste 6A : +3mois
Poste 7	Caractérisation de la liaison collée avec PEEK à -10, 20 et 60°C	Date de déclenchement +3mois
Poste 8	Caractérisation de la liaison collée avec Aluminium à -10°C	Date de déclenchement +2mois
Poste 9	Caractérisation de la liaison collée avec Aluminium à 20, 60 et 70°C	Date de déclenchement +3mois
Poste 10	Dé formulation/Reformulation/Fabrication et conditionnement de colles	Date de déclenchement +10mois

Le tableau récapitulatif des postes est mentionné dans l'article 1 du Cahier des Charges.

**ARTICLE 5 - PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE**

Conformément aux spécifications techniques du Cahier des charges référencé à l'article 2 supra, les prestations comprennent :

- Une part forfaitaire
- Une part sur bordereaux de prix unitaires
- Une part estimative pour gestion des aléas

#### 5.1 - Part forfaitaire

Les prestations forfaitaires comprennent :

- La recherche de colles
- Le choix traitement de surface et/ou promoteur d'adhérence devant être appliqué sur le matériau PEEK, pour maximiser la tenue mécanique à l'interface colle/PEEK
- La définition des essais de traction

#### 5.2 - Part sur bordereaux de prix unitaires (BPU)

Les prestations sur bordereaux de prix unitaires comprennent :

- Caractérisation colle seule à 70°C et essai de DMA
- Caractérisation colle seule approfondie
- Caractérisation de la liaison collée avec PEEK à 70°C
- Caractérisation de la liaison collée avec PEEK à -10, 20 et 60°C
- Caractérisation de la liaison collée avec Aluminium à 20, 60 et 70°C
- Déformulation/Reformulation/Fabrication et conditionnement de colles

#### 5.3 - Part estimative pour gestion des aléas

La part estimative est exécutée via des Prestations sur devis préalables qui sont forfaitaires et d'un montant plafonné selon l'article 10 du présent Accord. Le CEA se réserve la possibilité de demander des prestations afférentes à l'objet de l'Accord mais ne relevant pas des prestations forfaitaires décrites à l'article 1 et au cahier des charges. Ces prestations n'ont en aucun cas vocation à compléter la proposition financière et technique du titulaire faisant l'objet des Prestations forfaitaires.

Cette part estimative ne constitue pas un engagement du CEA.

Le CEA adressera un cahier des charges particulier au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 10 jours ouvrés, faisant apparaître :

- une proposition technique, pour répondre aux objectifs et aux résultats attendus définis dans le cahier des charges particulier,
- une proposition financière forfaitaire précisant : le nombre de jours d'intervention par qualification, les coûts de main d'œuvre. La proposition financière sera établie aux conditions économiques du mois de [sera complété par le CEA lors de l'attribution] (mois de remise de l'offre du présent Marché),
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire. L'accord du CEA sera formalisé par un bon de commande.

## **ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

La formalisation des Prestations est effectuée par l'émission de bons de commande, adressés au Titulaire par le CEA.

Chaque bon de commande précise :

- La date et le numéro de l'Accord-cadre,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La désignation des prestations à réaliser,
- La date d'intervention,
- Les délais d'exécution,
- Les prix unitaires et la quantité des prestations réalisées ;
- Le montant du bon de commande.

Au besoin, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent Accord-cadre de nouveaux prix unitaires dont le caractère récurrent le justifie. Le prix est négocié entre les Parties sur la base des devis proposés sur les périodes passées.

Aucun début d'exécution de prestations sur bordereau de prix unitaires ne devra intervenir sans que le Titulaire ait reçu préalablement un bon de commande du CEA, sous peine de non règlement des factures.

Le présent accord-cadre ne constitue en aucun cas un engagement de dépense de la part du CEA.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**

### **7.1 - Mesures relatives aux matériels**

Le Titulaire doit posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives l'exécution des prestations. Les moyens et équipements utilisés doivent être conformes à la législation en vigueur. Il doit détenir les agréments obligatoires nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Dans ces conditions, le Titulaire doit fournir au CEA Le Ripault, l'ensemble des documents (qualifications, autorisations, agréments) attestant de sa capacité à réaliser la Prestation.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs ainsi que de son personnel. Il garantit expressément le CEA de tout recours de ce fait.

### **7.2 - Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux où il doit intervenir ; pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.**

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution de l'Accord-cadre conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

### 7.3 - Lieu d'exécution

Les prestations sont effectuées dans les locaux du CEA et du Titulaire ou d'un tiers désigné par ses soins.

### 7.4 - Mise à disposition d'équipements par le CEA : Montage expérimental

Le prêt des équipements par le CEA au Titulaire est soumis aux dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil.

Conformément à l'article 19 des CGA, et avant tout début d'exécution de la Prestation, le CEA met à disposition du Titulaire des plaques en aluminium nécessaire à l'exécution des Prestations.

Le transfert de l'équipement des locaux du CEA aux locaux du Titulaire est à la charge du CEA.

Le CEA et le Titulaire réalisent un état des lieux de l'équipements mis à disposition.

L'état des lieux est constaté de façon contradictoire, par écrit, lors de la mise à disposition de l'Equipement par le CEA au Titulaire. Il donne lieu à la signature d'un PV d'état des lieux (annexe 2 au présent marché).

Le transfert des risques liés aux Equipements est réalisé dès que le Titulaire a la garde de l'Equipement.

Si des dysfonctionnements sont constatés, le Titulaire communique par écrit au CEA la liste des problèmes constatés.

Toute détérioration résultant d'une action du Titulaire est à sa charge, le CEA restant responsable des détériorations de tout autre origine, précédemment constatées lors de l'état des lieux.

## **ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### 8.1 - Obligations du Titulaire

#### *8.1.1 - Obligation de résultat*

Les prestations, objet du présent Accord, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les prestations dans les délais fixés au Cahier des Charges.

#### *8.1.2 - Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de l'Accord qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

**ARTICLE 9 - CORRESPONDANTS**

Durant l'exécution des Prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du CEA sont :

<b>Au plan technique</b>	<b>Au plan commercial et financier</b>
M Anthony D'ORLANDI ☎ 02.47.34.40.37 E-mail <a href="mailto:anthony.d-orlandi@cea.fr">anthony.d-orlandi@cea.fr</a>	MME Pauline LEMARIE ☎ 02.47.34.40.69 E-mail <a href="mailto:pauline.lemarie@cea.fr">pauline.lemarie@cea.fr</a>

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des Prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du Titulaire sont :

<b>Au plan technique :</b>	<b>Au plan commercial et financier</b>
M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] ☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] ☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

Ces coordonnées peuvent être modifiées sur information écrite mutuelle des Parties, et sans préavis, sans nécessiter d'avenant.

**ARTICLE 10 - SUIVI DES PRESTATIONS**

Le Titulaire de l'Accord-cadre reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des Parties.

Chaque réunion est organisée sur le site du CEA Le Ripault. Les frais de déplacement sont intégrés dans la proposition financière du Titulaire.

La présence du responsable désigné du Titulaire est requise pour chaque réunion contractuelle

**10.1 - Réunions et revues**

Pour suivre l'exécution de l'Accord-Cadre, les Parties tiennent des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord.

**10.1.1 - Réunions d'enclenchement**

Une réunion d'enclenchement sera effectuée, après la signature de l'Accord-Cadre par les Parties, probablement chez le Titulaire et a notamment pour but de :

- Présenter les intervenants et l'organisation mise en place au niveau du CEA et du Titulaire ;
- Rappeler les objectifs de la prestation ;
- Fournir la documentation « de base » nécessaire au démarrage de la prestation, en particulier le Titulaire fournira le PAQ (Plan d'Assurance Qualité) et le manuel qualité de la société et de ses éventuels sous-traitants identifiés ;
- Expliciter les moyens de récupération de l'information, les formats d'échange, les modalités des réunions techniques d'avancement ;
- Rappeler le planning global de l'affaire.

#### 10.1.2 - 2 Réunion d'avancement

Pour suivre l'exécution de l'Accord-Cadre, les Parties tiendront des visioconférences durant la réalisation des postes dont la date de tenue sera programmée avec le Titulaire tous les 10 jours.

Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

Chaque réunion avec le CEA fera l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et soumis à l'approbation formelle du CEA avant diffusion. Sans remarque de la part du Titulaire ou du CEA sous 10 jours ouvrés, le compte-rendu est considéré comme accepté.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

#### 10.1.3 - Revues

Pour suivre l'exécution de l'Accord-cadre, le CEA/LR demande de prévoir des points de rencontre pour les études associées aux différents postes ainsi que des points justes avant chaque jalon.

### 10.2 - Livrables

Dans le cadre du présent Accord-cadre, le Titulaire s'engage à remettre à minima au CEA les livrables référencé à l'article 3, 4, 5 et 6 du cahier des charges.

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés, des documents techniques relatifs aux prestations exécutées.

En conséquence, tout retard dans la remise de ces documents qui conditionne la réception technique entraînera l'application des pénalités prévues au présent accord cadre.

En outre, tout dommage résultant d'une erreur de son fait liée à l'absence des plans et documents techniques, soit à leur non mise à jour, entraîne la mise à la charge du Titulaire de tous les frais de remise en état, ainsi que le maintien de tous droits de garantie.

Les documents sont remis sous le format imposé par le CEA et au plus tard avant la réception des Fournitures.

## Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA pour l'exécution de l'Accord sont rendus à l'échéance de ce dernier, quelle qu'en soit la raison.

## **ARTICLE 11 - RECEPTION DE LA PRESTATION ET GARANTIE**

### 11.1 Conditions de réception des prestations

La réception de chaque bon de commande est prononcée après acceptation par le CEA des Prestations du bon de commande concerné et de l'ensemble des livrables documentaires établis en exécution du Marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties. (Cf. modèle en annexe 1).

### 11.2 Garantie

Toute prestation fournie au titre du présent Accord par le Titulaire se voit appliquer un délai de garantie de 12 mois conforme aux dispositions légales en vigueur à compter de la date de la réception.

## **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

### 12.1 - Montant de l'Accord-cadre

Le montant plafond de l'Accord-cadre est fixé à la somme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT (à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), et se décompose comme suit :

### 12.2 - Prestations forfaitaires

Le montant total des prestations de la part forfaitaire est fixé à la somme forfaitaire et ferme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ( [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES).

### 12.3 - Prestations sur bordereaux de prix (BPU)

Le montant de la part relative aux BPU est plafonné à la somme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ( [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES).

Le montant plafond de la part estimative du présent Accord-cadre est fixé à la somme de 10% du montant HT de la part forfaitaire, .

Soit au maximum à compléter par le CEA sur la base de l'offre € HT  
(à compléter par le CEA sur la base de l'offre Euros Hors Taxes)

#### 12.4 - Part estimative pour gestion des aléas

Le montant plafond de la part estimative du présent Accord-cadre est fixé à la somme de 10% du montant HT de la part forfaitaire,

Soit au maximum à compléter par le CEA sur la base de l'offre € HT  
(à compléter par le CEA sur la base de l'offre Euros Hors Taxes)

Le montant plafond de l'Accord-cadre ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

Le montant maximum total de l'Accord-cadre est détaillé en annexe 1.

Tous les montants présentés ci-dessus s'entendent toutes sujétions et tous frais compris. Ils comprennent notamment la main d'œuvre, la sous-traitance éventuelle, la fourniture des matériels et produits nécessaires à la bonne exécution des prestations, etc. Le Titulaire assure à ses frais l'ensemble des achats de consommables nécessaires aux Prestations, qui sont intégrés dans le forfait.

#### 12.5 - Régime fiscal

Le présent Accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent Accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

### **ARTICLE 13 - AVANCE**

#### 13.1 - Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

### 13.2 - Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5% OU 30% ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance OU les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.

### 13.3 - Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à la recette usine du marché.

Le remboursement de l'avance pour la tranche optionnelle s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant.

### 13.4 - Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au 13.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

## **ARTICLE 14 - REVISION DE PRIX**

### 14.1 - Dispositions générales

Les prix des prestations forfaitaires et sur BPU, dont les prix sont détaillés en annexe 1, sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (soit XXXX 20XX). Ils sont fermes pour

la première année d'exécution puis révisables annuellement à la date d'anniversaire de l'Accord-cadre jusqu'au terme de celui-ci.

Au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire de l'Accord-cadre, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault une proposition révision des prix, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir.

Après vérification du coefficient calculé, le CEA accepte ou non ce dernier par écrit. La révision ne peut être effective qu'après accord écrit du Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus peut être rejetée par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Accord-cadre, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue à l'Accord-cadre, les nouveaux indices s'appliquent de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

#### 14.2 - Révision

Les prix sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}})$$

dans laquelle :

P <sub>0</sub>	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre
P	Prix révisé
Indice 1 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques » au mois de (mois de remise de l'offre) <b>Identifiant INSEE : 001565195</b>
Indice 1	Dernières valeurs réelles connues de ces mêmes indices au moment de la demande du Titulaire

#### 14.3 - Clause de sauvegarde

Dans le cas où le jeu de l'application de la formule de révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3% l'an par rapport au prix initial, le Titulaire et le CEA peuvent mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des prestations. Si les Parties

ne trouvent pas d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du Marché.

## **ARTICLE 15 - ECHEANCIER DE FACTURATION**

Les facturations relatives à l'exécution du présent Accord-cadre sont établies de la façon suivante et conformément à l'annexe financière :

### **15.1 - Part forfaitaire**

- **Recherche de colles** : 100% du montant HT (soit XX,XX €HT), après acceptation par le CEA des prestations correspondantes et livrables associés, sur signature contradictoire du procès-verbal de réception,
- **Choix traitement de surface** : 100% du montant HT (soit XX,XX €HT), après réception par le CEA des prestations correspondantes et livrables associés, sur signature contradictoire du procès-verbal de réception,
- **Définition de l'essai** : 100% du montant HT (soit XX,XX €HT) après acceptation par le CEA des prestations correspondantes et livrables associés, sur signature contradictoire du procès-verbal de réception,

### **15.2 - Part sur bordereaux de prix unitaires**

Les prestations sur bordereaux de prix seront facturées par le Titulaire après réception par le CEA des prestations et livrables correspondant au bon de commande facturé, sur signature contradictoire du procès-verbal de réception,

### **15.3 - Part estimative**

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, après réception par le CEA des prestations correspondantes et livrables associés, sur signature contradictoire du procès-verbal de réception,

## **ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT**

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Accord-cadre doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D,
- la référence complète du bon de commande (numéro d'engagement : 4600xxxxxx)
- l'intitulé de l'Accord-cadre,

- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour les factures concernées, les révisions de prix font l'objet d'une ligne de facturation séparée clairement identifiée comportant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le coefficient de révision appliqué,
- le prix révisé.

Toute facture non conforme aux termes de l'Accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions de l'Accord-cadre. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclé ».

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA  
DAM/DCG/SCD  
Bâtiment DUNE  
Comptabilité fournisseurs  
Bruyères-le-Châtel  
91297 ARPAJON Cedex

## **ARTICLE 17 - PENALITES**

### **4.1 Modalités d'application des pénalités de retard et plafond**

En cas de retard du Titulaire ou en cas de non-respect par le Titulaire des délais définis par le présent accord cadre, des pénalités sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 24 du chapitre 9 « Délais » des Conditions générales d'achat aux marchés passés par le CEA. (Édition janvier 2022).

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,

- Cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant du bon de commande concerné.

#### 4.2 Pénalités pour retard d'exécution :

Si le Titulaire ne réalise pas les prestations dans les délais prévus à l'article 4.1 « Durée de l'Accord-Cadre », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1 pour mille (1/1000) du montant total Hors Taxes de la commande d'application concernée, par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

#### 4.3 Pénalités pour mauvaise exécution :

Mauvaise exécution des prestations (1)	1 000 Euros HT	Par constat
--	----------------	-------------

<sup>(1)</sup> Le CEA est seul juge de l'opportunité de déterminer si ces prestations doivent être recommencées dans le délai prescrit. Les prestations qui ne répondraient pas aux besoins exprimés par le CEA doivent être immédiatement refaites par le Titulaire ou à défaut par un prestataire du CEA aux frais du Titulaire.

### **ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE**

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire de l'Accord-cadre ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire de l'Accord-cadre avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraîne la résiliation du présent Accord-cadre selon les conditions de l'article 39.2 des CGA.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

### **ARTICLE 19 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion du présent Marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

## **ARTICLE 20 - PROTECTION DU SECRET**

20.1 Le Titulaire s'engage à protéger la confidentialité des informations ou supports du CEA dans les conditions définies à l'article 11 des CGA. Les informations ou supports du CEA portant les mentions « diffusion limitée » ou « confidentiel + portée<sup>1</sup> » sont des Informations Confidentielles.

20.2 Si le Marché implique l'échange d'informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » entre le CEA et le Titulaire, les conditions définies par les paragraphes infra s'appliquent.

Le Marché est un marché qui implique l'accès ou la détention d'Informations ou Supports Protégés (ISP) de niveau maximum Diffusion Restreinte, au sens de l'arrêté du 27 août 2025 portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) relative à la protection de l'information et des données, ainsi qu'au sens de de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »).

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection des Informations ou Supports Protégés (ISP), qu'il sera amené à gérer dans le cadre de l'exécution du Marché.

2. Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »),
  - de l'arrêté du 27 août 2025 portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) relative à la protection de l'information et des données,
  - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »),
  - des Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte, référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188, dans leur version applicable.
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

---

<sup>1</sup> La « Portée » vise à caractériser le domaine d'application ou la portée de la diffusion.

3. Le Titulaire s'engage à assurer la confidentialité des ISP, portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation préalable écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit Marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au Marché.

4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel (non habilité) appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
  - de l'arrêté du 27 août 2025 portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) relative à la protection de l'information et des données,
- de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les ISP de niveau Diffusion Restreinte qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée (ou le cas échéant des personnels habilités) accèdent aux ISP. Le Titulaire s'engage à présenter au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus sur simple demande du CEA.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité des informations ou supports transmis par le CEA et à répercuter à ses personnels cette obligation de confidentialité.

5. Les échanges d'ISP de niveau Diffusion Restreinte par messagerie doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral ou « Zed » de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

S'agissant de la maîtrise des échanges et supports autorisés, les règles suivantes s'appliquent à tous les acteurs du Marché, le CEA, le Titulaire, y compris ses éventuels cotraitant(s) et/ou sous-traitant(s) :

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION LIMITEE OU CONFIDENTIEL + portée (ex « DIFFUSION ORDINAIRE »)
Messagerie électronique	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, Wetransfer, Google Drive, etc...)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par le CEA DAM (OCSSI)	
En attachement à un service externalisé (WebEx, etc...)	Conteneur chiffré	
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
DVDrom ou CDrom		

6. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations du présent Marché est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA.

7. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

8. Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du Marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent Marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde, à l'aide d'outils agréés par l'ANSSI.

9. Si dans le cadre de l'exécution du Marché, le Titulaire est amené à se rendre dans une zone CEA abritant des ISC, le CEA pourra mener préalablement une enquête administrative.

Fait à MONTS,

(en double exemplaire originaux)

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le



## **ANNEXE 1 - PROCES VERBAL DE RECEPTION**

### **PROCES VERBAL DE RECEPTION**

MARCHE N° : 4600[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

DEMANDE D'ACHAT N° :1680[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

FOURNISSEUR : [sera complété par le CEA lors de l'attribution]

OBJET :

Je soussigné, [sera complété par le CEA lors de l'attribution], pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la Marché sus-désigné en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

- ☐ N'est pas prononcée.
- ☐ Est prononcée :
- ☐ Avec réserve(s) :
  - Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. <sup>(1)</sup>
  - Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). <sup>(1)</sup>

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception] à compter de ce jour.

- ☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception], le [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception]

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

**CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES**

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

(1) (rayer la mention inutile)

**CONSTATS DES RESERVES**

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Le Titulaire

Fait à :

Le

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de contrat

**ANNEXE 2 - ETAT DES LIEUX DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENT**

Equipement	Etat des lieux de l'équipement	Valeur de l'équipement (€)	Commentaire CEA	Commentaire Titulaire

**Signature CEA :**

**Date**

**Signature Titulaire :**

**Date**